

Avec Uber, Macronescu le chauffard a perdu les pédales



Vendredi 3 juillet 2015 : [Travis Kalanick](#), un quadra de la génération Macron dont la fortune est estimée par Forbes à plus de 6 milliards de dollars, envoie un SMS au ministre de l'Économie, futur dictateur des Français.

Sans crainte de laisser une trace écrite – à ce niveau de pouvoir, on est au-dessus de ça – l'Américain pose sans détour la question qui tue : «
Pouvons-nous faire confiance à Cazeneuve ? » (alors ministre de l'Intérieur qui l'a traité de flibustier).

Un conseiller de Kalanick lui dit qu'il a peut-être commis une erreur tactique.

– Un membre d'un gouvernement prendra difficilement parti contre un autre ministre ;

– Pensez donc, rétorque Kalanick qui connaît bien Macronescu depuis son passage chez les Rothschild. « Ce type serait

capable de noyer sa propre mère contre un morceau de gras de jambon ! ».

Le pot aux roses révélé sept ans plus tard

Un cadre licencié copie des milliers de documents internes de Uber émis entre 2013 et 2017 révélant que le patron de la compagnie d'applications mobiles de contacts pour des transports privés, confronté à des entraves administratives et à des tracasseries judiciaires en France, a bénéficié de la bienveillance et de l'appui de Macron.

En 2015 Kalanick s'ébroue dans la plus parfaite illégalité au Francistan. Son entreprise est sous le coup de nombreuses enquêtes tant pénales que fiscales. Parmi les sujets de discorde, l'offre « Pop » totalement illégale qui permet à n'importe quel blaireau de s'improviser chauffeur de taxi.

Puisque les dirigeants d'Uber ne tiennent pas compte des observations et rappels de la loi, François Groland décide le 26 juin 2015 que la succursale française d'Uber doit être dissoute. Trop tard ! Il n'est plus qu'une potiche à l'Élysée. Et son ministre de l'Intérieur n'est là que pour le décorum. C'est déjà le félon sinistre de l'Économie, le vrai patron. Ou du moins le pantin arrogant dont le NWO tire les ficelles.

Macronescu-Kalanick un politicard sous la coupe du Nouvel Ordre Mondial

Bien avant les cadeaux fiscaux aux super-riches au détriment de la Nation, bien avant les honoraires somptueux versés à des consultants parasites, bien avant les crimes contre la santé des Français pour optimiser les profits de Big Pharma, Macronescu se faisait la main avec Uber.

À l'époque, la loi Thévenoud, censée réglementer l'activité des [VTC](#), aurait dû obliger UberPop à se plier aux obligations légales ou à disparaître.

Les fichiers détournés et diffusés révèlent une histoire tordue, de celles que le dictateur affectionne. Elle commence le 1er octobre 2014. Macronescu vient d'être nommé ministre de l'Économie cinq semaines auparavant. Cédant aux « suggestions » des grands créanciers de la France, François Groland a suivi leurs prescriptions.

Quatre visiteurs de marque rencontrent alors Macron au ministère : Kalanick le PDG, David Plouffe ancien directeur de campagne d'Obama, alors en cheville avec Zuckerberg, Pierre-Dimitri Gore-Coty, ancien de Goldman Sachs et vice-président d'Uber, ainsi que le lobbyiste européen Mark MacGann. Une belle âme qui mettra plus tard son talent au service du Zygomyr Zelensky pour l'aider à enfumer le monde.

La rencontre est secrète. En principe. D'ailleurs, elle ne figure pas à l'agenda du ministre. Mais MacGann, qui est du genre frimeur, se vantera auprès de ses collègues dans un mail surréaliste (les écrits restent) « **Malgré quelques réticences pour la forme, on a eu tout ce qu'on voulait. Ce type est très maniable si on sait lui montrer où est son intérêt.** »

Les valises de biftons, c'est bon pour les ploucs. Les conseillers municipaux de Trifouilly-les-Oies pour le marché de réfection des pissotières municipales. Ici on est entre gens de la haute. On se prête des jets privés, on offre des campagnes de propagande sur les médias audiovisuels et web qu'on contrôle, on monte des machinations sordides contre les opposants, et on ouvre des lignes de crédit aux Bahamas à des ONG « humanitaires » qui participeront aux campagnes électorales.

Et (ne vous étranglez pas !) ils ont l'arme fatale : faire passer pour des fachos les vrais chauffeurs de taxi qui ont acheté fort cher leur licence et sont sujets à des contrôles draconiens. Puisque c'est pour la bonne cause : combattre l'extrême droite !

Selon les enquêteurs du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), qui ont eu accès aux documents internes d'Uber de 2013 à 2017, Kalanick, qui connaît fort bien le contexte français, aurait demandé à ses cadres de pousser les chauffeurs Uber à participer aux manifestations des taxis, en se faisant passer pour des « voyous d'extrême droite » afin d'entretenir la controverse. Et présenter Uber comme un acteur important de la « lutte anti-fasciste ».

C'est que Uber est un grand humaniste. À la vue un peu trouble tout de même. Puisque installé en Chine, en Colombie, en Égypte, en Turquie et en Arabie saoudite, dans ces pays, il n'a rencontré que des démocrates.

Un dirigeant français qui piétine les lois de son pays

Bien avant les viols répétés de la Constitution attentant aux libertés des citoyens, et bien avant le détournement des pouvoirs publics à son usage exclusif, le psychopathe manipulateur pervers s'était déjà fait la main avec les vrais-faux taxis.

Macronescu le traître avait pour mission assignée de faire changer les lois, d'empapaouter les médias et d'entraver la bonne marche de l'administration et de la justice. Les rendez-vous à Bercy s'enchaînent pour mettre la pression au freluquet. Dans un compte-rendu destiné à l'état-major de la multinationale (et rendu public) les représentants de Uber écrivaient :

« La situation est délicate depuis que des agents de la Direction des Fraudes (DGCCRF) ont investi nos locaux et que des fonctionnaires du ministère du Travail enquêtent sur du travail dissimulé. Mais notre ami haut placé (sic) nous a garanti qu'il allait mettre bon ordre à tout ça. »

Bien entendu, Macronescu et sa bande nient la réalité de ces entretiens. Quant aux documents rendus publics, ce seraient

des affabulations de cadres désireux de se faire mousser auprès du patron. Des médias subventionnés ont déjà adopté cette version.

Pourtant c'est bien Macronescu le futur tyran qui écrit qu'il est favorable à une licence allégée pour les VTC avec moins de contraintes pour la formation des chauffeurs (7 heures au lieu de 250 !) et plus de souplesse dans le suivi de la fiabilité des véhicules.

Et pour ça, il inaugure une technique de contournement de la loi qu'il réutilisera lors de la dictature sanitaire : en respectant les procédures sur des points secondaires. Mais pour les dispositions importantes et litigieuses, il passe par des décrets. Rédigés en l'occurrence par les lobbyistes d'Uber ! Plus tard de Pfizer.

« Il s'agit de trouver le moment opportun pour rédiger le décret abolissant le régime de la loi Thévenoud pour introduire une réglementation plus souple. » Mais ce n'est pas lui qui a écrit ça. Les mains prises dans le pot de confiture, l'immature nie tout. Et charge un conseiller de cabinet maladroit, décédé depuis.

Pour éviter des remous créés par les parlementaires, alors en majorité socialauds, députés dépités d'être dépossédés de leurs prérogatives et qui pourraient faire du foin (les merdias ne sont pas encore entièrement sous contrôle) une méthode s'impose. Suggérée par une proche collaboratrice du freluquet : **« S'enquérir des besoins en circonscription des élus les plus influents et leur proposer des solutions »**.

La corruption, quel vilain mot ! Entre gens de l'élite, on reste dans l'euphémisme.

Dans un échange interne qui a été rendu public, une responsable de la plateforme américaine se félicite des résultats obtenus : **« C'est une excellente nouvelle. On a trois amendements déposés par des députés socialistes qui**

portent sur des éléments clés du régime, et notamment sur l'amendement sur les gares et aéroports (...) Ceci permet, comme c'était le but, de légaliser un régime VTC assoupli. »

L'empire mondial de Travis Kalanick fascine Macron l'arriviste provincial

Cette entreprise implantée dans plus de 50 pays correspond à sa vision du monde globalisé, où la start-up nation doit jouer un rôle aux contours inscrits dans un cadre bien précis. En servant d'abord les intérêts des nababs du NWO.

Mais au-delà des considérations économiques, il y a la fascination du pervers sadique pour les dirigeants d'une boîte capable de faire bosser les gens pour des queues de cerises, en violation de toutes les règles juridiques et au mépris des considérations élémentaires d'humanité et de respect des personnes. Un régime sec qu'il aimerait bien imposer à la France entière.

En toute hypothèse, forts de ce soutien au sommet de l'État et avant la moindre régularisation formelle, les dirigeants d'Uber continuent de déployer le service Pop dans toutes les grandes villes de France et amplifient leur campagne de recrutement de chauffeurs. Une provocation pour les taxis. Le 25 juin 2015, 3 000 manifestent à Paris.

Les lobbyistes rappellent alors ses promesses à Macron. Celui-ci les rassure : « Je vais faire taire les taxis ». Mais il manque d'expérience, le bougre. Il ne sait pas encore que pour calmer des manifestants en colère, il faut les faire éborgner, gazer et mutiler par sa flicaille dévoyée.

Et il n'a pas encore la haute main sur l'appareil d'État pour faire valser à sa guise les préfets, les commissaires de police, les agents du fisc et les magistrats.

Le 28 juin 2015, soit 5 jours avant la fameuse réunion stratégique à Bercy, Thibaud Simphal et Pierre-Dimitri Gore-

Coty, dirigeants français d'Uber, sont placés en garde à vue. Macronescu est furieux. On a osé défier sa magnificence !

D'après des témoins hauts fonctionnaires, le paltoquet trépigne, donne des coups de pied dans les portes et les murs, et pousse des hurlements dans son bureau, comme un petit demeuré auquel on aurait confisqué son ours en peluche.

Le 3 juillet, Uber n'a pas d'autre choix que d'annoncer officiellement la suspension de son activité « Pop ». Mais pour la France, c'est une victoire amère. La multinationale américaine abandonne un département qu'elle avait peine à rentabiliser, mais en contrepartie obtient un changement des règles de droit à son avantage. Et dans la foulée, la suspension des procédures pénales et fiscales, qui seront déportées vers une filiale néerlandaise.

Chez Uber on exulte en lisant les messages échangés entre Kalanick et Macronescu. Le tycoon a obtenu du moins tout ce qu'il voulait moyennant une simple concession de pure forme.

Des perquisitions annoncées à l'avance pour bien s'y préparer

Le 6 juillet, une nouvelle perquisition fiscale est menée chez Uber France par des fonctionnaires tenaces. On prétend que, s'ils sont repartis bredouilles sans trop insister, c'est parce que Macronescu, leur supérieur hiérarchique, leur a conseillé d'aller voir ailleurs. Avec des formules bureaucratiques fleuries du style : « Il serait dommage que quelqu'un comme vous, promis à une brillante carrière, la gâche en se perdant dans des investigations inutiles. »

Mais il n'y a pas que ça. On sait aujourd'hui que Uber disposait d'un système de gestion à distance permettant de neutraliser les documents compromettants en mettant HS ses propres serveurs. Pas dramatique dans la mesure où on a des sauvegardes dans un autre pays.

Mais pour activer le « *kill switch* » il fallait agir en temps

réel, donc être prévenu par quelqu'un de haut placé qu'une décision avait été prise, mobilisant des enquêteurs.

Quoi qu'il en soit, le 29 juillet, Mark MacGann remercie le ministre complaisant pour sa compréhension et sa patience et ajoute : « ***Travis vous est très reconnaissant des avancées considérables obtenues depuis la tension du mois de juin.*** »

Le futur tyranneau lui répond : « No problem. On continue ».

Les Uber Files révèlent d'autres contacts directs et réguliers, familiers voire amicaux, entre les dirigeants de la multinationale et Macron dans les semaines et mois qui suivent. Le ministre de l'Économie a pris sous sa seule autorité le dossier des VTC normalement placé sous la responsabilité du ministre des Transports.

L'empire des passe-droits sous la houlette de Macronesco

À Paris, l'Urssaf ouvre à son tour une enquête, soupçonnant Uber de se dérober au paiement des cotisations sociales. Dans les grandes villes, de nombreux chauffeurs continuent à exercer sans autorisation. Durant l'été, la tension monte d'un cran comme à Marseille où des taxis empêchent des dirigeants d'Uber de participer au salon des entrepreneurs.

Responsable du respect de la loi et de l'ordre public, le préfet Laurent Nuñez interdit les courses privées d'Uber dans le centre-ville de Marseille, ainsi qu'aux abords des gares et de l'aéroport. Bien évidemment Uber proteste vertement auprès de son ministre à tout faire. Lequel promet de s'occuper sans délai de la situation.

Bien que toute intervention soit niée, force est de noter que dans la soirée, la préfecture des Bouches-du-Rhône annonce qu'un nouvel arrêté va être publié. Ce règlement sera beaucoup moins restrictif. Dans sa communication interne, Uber présente cela comme une victoire.

Laurent Nuñez désavoué obtiendra par la suite un bel avancement puisqu'il est actuellement coordonnateur national du renseignement auprès du président de la République. Le haut fonctionnaire assure n'avoir subi aucune pression, ni rien obtenu en échange du deuxième arrêté. Il n'a fait que servir l'intérêt général dans un but louable de clarification.

Christian Navis

[Climats sous influence \(climatorealist.blogspot.com\)](http://climatorealist.blogspot.com)